

## MINISTÈRE DES FINANCES ET DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

Application du décret n° 48-1320 du 25 août 1948 autorisant l'émission de bons du Trésor à intérêt progressif.

Le président du conseil des ministres, ministre des finances et des affaires économiques,

Vu le décret n° 48-1320 du 25 août 1948 autorisant l'émission de bons du Trésor à intérêt progressif;

Vu l'arrêté du même jour relatif à l'application du décret susvisé,

Arrête:

Article unique. — L'article 3 de l'arrêté susvisé est modifié comme suit:

« Les bons pourront être délivrés en coupures de 5.000, 20.000, 100.000 et 1 million de francs ».

Fait à Paris, le 7 octobre 1948.

Pour le président du conseil des ministres, ministre des finances et des affaires économiques:

Le secrétaire d'Etat aux finances  
et aux affaires économiques,  
MAURICE-PETSCHÉ.

Conditions du tirage au sort des deux séries du fonds 4 1/2 p. 100 amortissable 1933-1948 à rembourser le 16 décembre 1948 et institution d'une commission chargée de procéder à ce tirage.

Le président du conseil des ministres, ministre des finances et des affaires économiques,

Vu l'arrêté du 19 janvier 1948 portant substitution à l'emprunt 4 1/2 p. 100 amortissable 1933 d'un emprunt dénommé emprunt 4 1/2 p. 100 amortissable 1933-1948, conformément au titre 1<sup>er</sup> de la loi n° 47-2405 du 31 décembre 1947 et fixant (art. 1<sup>er</sup>) les dates des tirages au sort des séries remboursables,

Arrête:

Art. 1<sup>er</sup>. — Le 5 novembre 1948, il sera procédé publiquement, dans l'une des salles du ministère des finances, à Paris, au tirage au sort des deux séries du fonds 4 1/2 p. 100 amortissable 1933-1948 (arrêté du 19 janvier 1948) qui, aux termes de l'arrêté précité, doivent être remboursées le 16 décembre 1948.

A cet effet, deux des bulletins indiquant les numéros des séries à rembourser seront extraits successivement de la roue destinée à cette opération.

Art. 2. — Le présent arrêté sera déposé au bureau du contreseing pour être notifié à qui de droit.

Fait à Paris, le 18 octobre 1948.

Pour le président du conseil des ministres, ministre des finances et des affaires économiques:

Le secrétaire d'Etat au budget,

Pour le secrétaire d'Etat et par délégation:

Le chef de cabinet,  
GEORGES MAIGNON.

Le président du conseil des ministres, ministre des finances et des affaires économiques,

Vu l'arrêté en date du 18 octobre 1948 réglant les conditions du tirage du fonds 4 1/2 p. 100 1933-1948 amortissable (arrêté du 19 janvier 1948) à rembourser le 16 décembre 1948,

Arrête:

Art. 1<sup>er</sup>. — Une commission est instituée à l'effet de procéder aux opérations prescrites par l'arrêté susvisé.

Art. 2. — Sont nommés membres de cette commission:

Le directeur de la Dette publique ou son représentant, président;

Le directeur du Trésor ou son représentant;

Le directeur général chargé de la direction des opérations financières de la caisse autonome d'amortissement ou son représentant;

Un administrateur du 1<sup>er</sup> bureau du service des rentes remplira les fonctions de secrétaire.

Art. 3. — Le présent arrêté sera déposé au bureau chargé du contreseing pour être publié au Journal officiel de la République française et notifié à qui de droit.

Fait à Paris, le 18 octobre 1948.

Pour le président du conseil des ministres, ministre des finances et des affaires économiques:

Le secrétaire d'Etat au budget,

Pour le secrétaire d'Etat et par délégation:

Le chef de cabinet,  
GEORGES MAIGNON.

## RAVITAILLEMENT

Création d'une commission paritaire de la boulangerie.

Le secrétaire d'Etat aux affaires économiques et au ravitaillement

Décide:

Article unique. — Il est institué auprès du secrétaire d'Etat aux affaires économiques et au ravitaillement une commission paritaire constituée comme suit:

a) Quatre représentants de l'administration.

Le directeur du cabinet du secrétaire d'Etat aux affaires économiques et au ravitaillement, président;

Le directeur général de l'office national interprofessionnel des céréales;

Le directeur général du contrôle et des enquêtes économiques;

Le directeur des programmes et de la consommation.

b) Quatre représentants de la profession de la boulangerie, désignés par la confédération nationale de la boulangerie et boulangerie pâtisserie française, et trois suppléants désignés dans les mêmes conditions.

Le secrétariat de la commission est assuré par un fonctionnaire désigné par le président.

Cette commission est chargée d'étudier les modifications éventuelles à apporter aux méthodes de rationnement du pain et des articles de boulangerie à base de céréales panifiables ainsi qu'aux modalités de réapprovisionnement en ces produits.

La présente décision sera publiée au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 16 octobre 1948.

YVON COUDÉ DU FORESTO.

## MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

Décret n° 48-1643 du 20 octobre 1948 relatif au concours pour le recrutement des professeurs d'éducation physique et sportive.

Le président du conseil des ministres, ministre des finances et des affaires économiques,

Sur le rapport du secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, à la jeunesse et aux sports, du secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques, du secrétaire d'Etat au budget et du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil (fonction publique et réforme administrative),

Vu l'article 14 de la loi n° 48-1137 du 14 septembre 1948;

Vu le décret n° 47-438 du 17 mars 1947 relatif au professorat, modifié par le décret du 1<sup>er</sup> juillet 1947;

Vu l'arrêté du 16 juillet 1946 relatif aux mesures spéciales prises en faveur des candidats victimes de la guerre,

Décète:

Art. 1<sup>er</sup>. — Est autorisée l'ouverture, en 1948, du concours pour le recrutement de cent professeurs d'éducation physique et sportive.

Art. 2. — Le ministre des finances et des affaires économiques, le secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, à la jeunesse et aux sports et le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil (fonction publique et réforme administrative) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 20 octobre 1948.

HENRI QUEUILLE.

Par le président du conseil des ministres, ministre des finances et des affaires économiques:

Le secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, à la jeunesse et aux sports,

ANDRÉ MORICE.

Le secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques,

MAURICE-PETSCHÉ.

Le secrétaire d'Etat au budget,

ALAIN POHER.

Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil (fonction publique et réforme administrative),

JEAN BIONDI.

Décret n° 48-1643 du 20 octobre 1948 relatif au concours pour le recrutement des maîtres d'éducation physique et sportive.

Le président du conseil des ministres, ministre des finances et des affaires économiques,

Sur le rapport du secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, à la jeunesse et aux sports, du secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques, du secrétaire d'Etat au budget et du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil (fonction publique et réforme administrative),

Vu l'article 14 de la loi n° 48-1437 du 14 septembre 1948;

Vu le décret n° 47-137 du 17 mars 1947 relatif au diplôme de maître, modifié par le décret du 1<sup>er</sup> juillet 1947;

Vu l'arrêté du 16 juillet 1946 relatif aux mesures spéciales prises en faveur des candidats victimes de la guerre,

Décète:

Art. 1<sup>er</sup>. — Est autorisée l'ouverture, en 1948, d'un concours pour le recrutement de trente-cinq maîtres d'éducation physique et sportive.

Art. 2. — Les candidats reçus devront se tenir à la disposition du ministre de l'éducation nationale, qui procédera à leur nomination, dans l'ordre de classement, à mesure que les postes nécessaires se trouveront vacants.

Art. 3. — Le ministre des finances et des affaires économiques, le secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, à la jeunesse et aux sports et le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil (fonction publique et réforme administrative) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 20 octobre 1948.

HENRI QUEUILLE.

Par le président du conseil des ministres, ministre des finances et des affaires économiques:

*Le secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, à la jeunesse et aux sports,*

ANDRÉ MORICE.

*Le secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques,*

MAURICE-PETSCHÉ.

*Le secrétaire d'Etat au budget,*

ALAIN POHER.

*Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil (fonction publique et réforme administrative),*

JEAN BIONDI.

Conseil scientifique du centre national de coordination des études et recherches sur la nutrition et l'alimentation.

Le ministre de l'éducation nationale,

Vu l'article 9 du décret n° 46-1250 du 28 mai 1946 portant création du centre national de coordination des études et recherches sur la nutrition et l'alimentation,

Arrête:

Article unique. — Sont nommés membres du conseil scientifique du centre national de coordination des études et recherches sur la nutrition et l'alimentation:

M<sup>lle</sup> Bejambes, directrice de recherches à l'institut national agronomique.

MM. Bressou, directeur de l'école nationale vétérinaire d'Alfort.

Klein, professeur à l'institut d'histologie de la faculté de médecine de Strasbourg.

Ribereau-Gayon, chargé de cours d'œnologie à la faculté des sciences de Bordeaux.

Fait à Paris, le 9 octobre 1948.

Pour le ministre et par délégation:

*Le conseiller technique,*  
HENRI LEGRAND.

#### Conseil de perfectionnement de l'institut d'études politiques de l'université de Lyon.

Le ministre de l'éducation nationale,

Vu le décret n° 45-2285 du 9 octobre 1945 sur les instituts d'études politiques (art. 8 et 9);

Vu le décret n° 48-779 du 4 mai 1948 portant création de l'institut d'études politiques de l'université de Lyon (art. 2),

Arrête:

Art. 1<sup>er</sup>. — Sont nommés membres du conseil de perfectionnement de l'institut d'études politiques de l'université de Lyon:

MM. Trévoux, professeur à la faculté de droit de Lyon.

Pelloux, professeur à la faculté de droit de Lyon.

Fugier, professeur à la faculté de lettres de Lyon.

Gibert, professeur à la faculté de lettres de Lyon.

Lambert, professeur à la faculté de droit de Lyon.

Berlioz, inspecteur général de l'administration.

Giroux, receveur des postes, télégraphes et téléphones à Lyon.

Philip, député du Rhône, ancien ministre.

Bender, président du conseil général du Rhône.

Villiers, industriel à Lyon.

Therret, ancien étudiant de la faculté de droit de Lyon.

Art. 2. — Le recteur de l'académie de Lyon, président du conseil de perfectionnement de l'institut d'études politiques de l'université de Lyon, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 11 octobre 1948.

Pour le ministre et par délégation:

*Le conseiller technique,*  
HENRI LEGRAND.

#### Administration centrale.

Rectificatif au *Journal officiel* du 15 septembre 1948: page 9145, 1<sup>re</sup> colonne, 14<sup>e</sup> ligne, au lieu de: « Challemel du Rosier », lire: « Challemel du Rozier »; 16<sup>e</sup> ligne, au lieu de: « Maroudeau (André) », lire: « Mahoudeau (André) ».

(Le reste sans changement.)

#### Direction des bibliothèques.

Par arrêté du 14 octobre 1948, Mme Genet-Varcin (Emilienne), bibliothécaire à la Bibliothèque nationale, est chargée des fonctions de conservateur adjoint au même établissement, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1948.

A compter de cette date, l'intéressée percevra une indemnité non soumise à retenue calculée sur le taux de la 3<sup>e</sup> classe de l'emploi (141.000 F).

Par arrêté du 14 octobre 1948, M. Martin (André), conservateur à la Bibliothèque nationale, est promu de la 2<sup>e</sup> à la 1<sup>re</sup> classe de son emploi (ancienneté de classe de 7 ans).

Par arrêté du 14 octobre 1948, Mlle Petrement (Simone), bibliothécaire à la Bibliothèque nationale, est nommée conservateur adjoint au même établissement, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1948.

A compter de cette date, l'intéressée sera rangée dans la 3<sup>e</sup> classe de l'emploi (144.000 francs).

#### Direction de la jeunesse et des sports.

Par arrêté en date du 8 octobre 1948, il est mis fin aux fonctions de Mme Pepin (Louise), inspectrice de la jeunesse et des sports.

Par arrêté en date du 8 octobre 1948, il est mis fin aux fonctions de M. Melou (Max), inspecteur de la jeunesse et des sports.

Par arrêté en date du 8 octobre 1948, un sixième congé de longue durée est accordé à M. Chapuis (Jean), inspecteur de la jeunesse et des sports, pour une durée de six mois, du 16 octobre au 15 avril 1949.

#### MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

Decret n° 48-1624 portant organisation de l'administration des eaux et forêts.

Rectificatif au *Journal officiel* du 17 octobre 1948: page 10149, 3<sup>e</sup> colonne, article 5, 1<sup>o</sup>, 5<sup>e</sup> ligne, au lieu de: « conservateur », lire: « inspecteur ».

#### Laboratoire central de recherches et d'analyses.

Par arrêté du 9 octobre 1948, Mlle Sansoulet (Odette), pharmacienne de l'université de Paris, est nommée chef de travaux stagiaire des laboratoires de la répression des fraudes et affectée au laboratoire central de recherches et d'analyses du ministère de l'agriculture, à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1948.

#### MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES TRANSPORTS ET DU TOURISME

##### Salaires des agents des réseaux de tramways.

Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme, le ministre de l'intérieur, le ministre du travail et de la sécurité sociale et le ministre des finances et des affaires économiques,

Vu la loi du 23 décembre 1946 relative aux conventions collectives du travail, et notamment son article 11;

Vu l'arrêté du 24 décembre 1947 relatif au reclassement du personnel subalterne des réseaux de tramways;

Vu l'arrêté du 26 décembre 1947 relatif au reclassement du personnel des ingénieurs, cadres, agents de maîtrise et dessinateurs des réseaux de tramways;

Vu l'arrêté du 6 février 1948 relatif au reclassement des salaires du personnel des tramways;

Vu l'arrêté du 23 septembre 1948 relatif à l'attribution d'indemnités aux salariés,

Arrêtent:

Art. 1<sup>er</sup>. — Les dispositions du présent arrêté sont applicables aux agents des réseaux de tramways au sens des articles 1<sup>er</sup> des arrêtés des 24 et 26 décembre 1947.

Art. 2. — Les agents visés à l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus bénéficieront, à compter du 1<sup>er</sup> septembre 1948, d'une indemnité mensuelle uniforme de 1.517 F dans la première zone de la région parisienne, soumise à retenues pour la retraite.

Cette indemnité correspond à une durée hebdomadaire de travail de quarante-huit heures ou à une durée considérée comme équivalente et comprend la majoration pour heures effectuées au delà de la quarantième.

Art. 3. — L'indemnité uniforme subira pour les autres zones les abattements prévus par